

7

Chers Amis, Chers Camarades,

Le 65^e Congrès de l'UNEF vient de s'ouvrir. Il s'agit là d'un événement important dans notre vie syndicale, mais aussi dans celle de l'Université et du pays.

En témoigne l'intérêt que portent à nos travaux, les nombreuses organisations démocratiques dont je me permets de saluer les représentants ici présents.

De même, la présence des Unions Nationales d'Etudiants venus du monde entier confère à notre Congrès une dimension internationale.

Vous me permettrez de saluer chaleureusement leurs représentants, et, dans la droite ligne de nos traditions, leur réaffirmer l'expression de notre profonde solidarité.

Nous voici donc réunis ici, pour cinq jours. La tenue de nos assises fait suite à un large et profond débat démocratique.

Pendant cinq jours, nous allons débattre en toute franchise de l'ensemble des questions qui ont été abordées dans la discussion préparatoire.

Peut être que par moments, le débat sera vif, mais c'est là chose normale dans une organisation démocratique.

Dès l'instant où ce débat est animé de la Volonté de progresser, de perfectionner notre outil syndical, on ne peut que s'en féliciter.

Chacun sait que nos travaux sont d'une importance décisive, pour les étudiants, pour les luttes, pour l'Université. Chacun aura à coeur d'en être comptable.

Vous l'avez vu ici ou là, certains ont donné libre cours à leurs spéculations.

Peu importe, au moment de commencer mon rapport, je suis certain qu'après le large soutien qu'a recueilli notre appel du 5 Février, nous montrerons qu'à l'UNEF on débat dans le respect de la liberté de chacun, de l'indépendance et de la démocratie syndicale.

Dans la dernière période, beaucoup de choses ont été dites et écrites sur la situation des étudiants.

Pour nous, c'est la première des questions, parce que c'est le point de départ de notre démarche syndicale.

Partir de la situation des étudiants, de leurs problèmes, de leurs préoccupations, pour définir avec eux leurs revendications, ce doit être la règle d'or de l'UNEF.

C'est la demande logique et naturelle d'une organisation syndicale. Les travailleurs font de même dans leurs syndicats, les enseignants dans les leurs.

Force, nous est de constater que depuis dix ans et particulièrement depuis 76, cette situation s'est profondément dégradée. De plus en plus l'écart se creuse entre les aspirations plus précises des étudiants et les mutilations qui sont imposées à leur vie.

On dit souvent des étudiants qu'ils ne savent pas ce qu'ils veulent. Pourtant c'est très simple.

Ce que l'on veut quand on entre à l'Université, ce sont des études intéressantes, c'est pouvoir se consacrer à sa discipline préférée. Quand on devient étudiant, on souhaite

se débarrasser de méthodes scolaires, du bachotage, pour connaître d'autres formes de travail, plus actives, laissant une plus large part aux travaux de groupe. On veut aussi pouvoir organiser son temps pour mieux disposer de sa vie.

A ces légitimes aspirations qui nous ont fait choisir l'Université s'en ajoutent par la suite d'autres encore. Car au contact quotidien de l'Université grandissent des exigences. Ce qui les unifie c'est cette volonté toujours plus motivée d'étudier, d'apprendre, de réussir ses études.

Mais bien évidemment notre vie ne s'arrête pas à la sortie des amphithéâtres.

Dans tous les secteurs d'activité qui nous concernent nous voulons être partie prenante de décisions, être considérés réellement comme des citoyens majeurs.

Les étudiantes veulent une autre vie de femme que celle qui leur est faite. Avoir les mêmes droits que les étudiants, accéder à toutes les responsabilités, avoir le droit à la différence.

Elles refusent les images rétrogrades qu'on donne d'elles, les agressions de toute sorte.

Mais toutes et tous, nous aspirons à vivre, travailler et décider dans notre région plutôt que de nous expatrier comme nous le propose le plan Barre.

Nous refusons la France défigurée par les spéculateurs, les pollueurs qui déshumanisent les villes et vident les campagnes, dénaturent les campus.

Nous voulons connaître d'autres pays, d'autres régions que la nôtre, d'autres civilisations. Voilà pourquoi nous cherchons un mode de vie et des règles de vie conformes à notre époque.

Bref, chacun d'entre nous est animé de la volonté de réussir sa vie, d'obtenir un diplôme qui donne un métier intéressant, de développer toutes ses connaissances, d'enrichir sa culture et de s'épanouir. Quel fossé avec la réalité !

Mais la règle générale, c'est la mutilation de ces aspirations et la désillusion.

Assurément, la grande majorité d'entre eux éprouve de plus en plus de difficultés à vivre et étudier. Chaque année, les problèmes matériels des étudiants vont en s'aggravant. Il n'est pas de répit ni de pause en la matière. Aussi qu'on ne vienne pas nous reprocher d'en faire la première de nos préoccupations. Il est normal que le syndicat se préoccupe de ceux qui ont le plus besoin de lui, c'est-à-dire de la grande majorité des étudiants qui ont du mal à le rester.

Ils partagent les difficultés de leur famille face à l'inflation, au chômage et les problèmes des jeunes. A cela,

./.

bien sûr, s'ajoutent leurs propres difficultés.

Ainsi alors qu'en 1963, 23 % des étudiants disposaient d'une bourse, ils ne sont que 14 % en 1979 à en recevoir. Quant au pouvoir d'achat de ces bourses, si l'on se réfère à l'indice pourtant optimiste de l'INSEE, il a baissé de 1 à 14,3 % selon les échelons. Quand on sait que dans le même temps les tarifs universitaires ont tous considérablement augmenté, que ce soit les RU, les cités U, la MNEF, les inscriptions ou la Sécurité Sociale, on peut parler d'une véritable agression contre le pouvoir d'achat des étudiants.

Les CROUS sont détournés complètement de leur vocation. Alors qu'ils devraient être un grand service public pour les étudiants, le gouvernement les engage dans la voie de la privatisation, des augmentations sans fin et de la détérioration continue.

La MNEF, quant à elle, du fait des attaques du pouvoir et de l'absence d'une réelle gestion étudiante ne rend pas les services qu'en attendent les étudiants. Les IPES que nos luttes avaient imposé et maintenu viennent d'être supprimés à l'exception du seul secteur d'EPS.

En vérité, on assiste aujourd'hui à une tentative sans précédent de liquidation de l'aide directe et indirecte aux étudiants.

Les conséquences sont graves.

Alors que les étudiants veulent se consacrer pleinement à leurs études, se salarier devient pour la majorité d'entre eux la condition sine qua non de leur existence en tant qu'étudiants.

Les différentes enquêtes récemment parues nous confirment bien que 50 % des étudiants sont salariés à temps complet ou partiel et que 70 % le sont durant les vacances.

Ainsi, on assiste à une augmentation du salariat dans les 1er cycles jusque là relativement épargnés par ce phénomène.

De plus, cette activité salariée est en général sans aucun rapport avec le contenu des études, d'un niveau de qualification très bas. Elle est sous payée et sans les garanties sociales élémentaires.

Pour ceux qui y sont contraints, c'est d'un véritable fléau qu'on peut parler. A l'évidence, être salarié et étudiant entraîne des modifications dans le rapport aux études.

Qui ne connaît pas la vie particulièrement compliquée de ces étudiants, qui courent pour ne pas être en retard au travail pour ne pas louper un cours ou un partiel. Les conséquences sur la santé ne tardent pas à se faire ressentir et bon nombre d'étudiants salariés sont bien souvent dans un état d'indisponibilité intellectuelle pour suivre leurs études.

./.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'il leur soit de plus en plus difficile à se sentir étudiants. Le salariat éloigne de la vie universitaire et provoque un désintérêt pour ce qui n'est pas le cours ou l'examen.

Mais surtout il a pour conséquence d'être la raison première des abandons en cours d'études. Sinon comment expliquer que 80 % des étudiants qui abandonnent soient aussi des salariés.

Les conditions d'étude se dégradent.

Mais bien évidemment le salariat n'est pas la seule source de difficultés pour les étudiants.

Nous inspirant du débat préparatoire au congrès, nous devons mieux mesurer l'ampleur des conséquences de l'austérité dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Combien d'universités ont été contraintes de retarder, souvent sensiblement le début de nouveaux enseignements ? Combien sont-elles dans l'impossibilité de remplacer un matériel usagé sans parler de l'impossibilité d'investir le moindre centime pour en acquérir de nouveaux ?

Et plus grave encore, combien d'entre elles sont en état de cessation de paiement, ne pouvant plus payer ni chauf-

./.

fage, ni électricité ?

Evidemment ce sont les étudiants qui font les frais de cette politique. Aujourd'hui l'austérité est si forte qu'elle nuit directement au bon déroulement des études de chacun d'entre nous. Ce qui pouvait apparaitre comme le "strict minimum", il y a quelques années, n'est même plus atteint.

Ainsi, aujourd'hui, assiste-t'on à une véritable détérioration des relations pédagogiques. Un peu partout on assiste à un retour progressif à la pratique ancestrale des cours magistraux, au bachotage intensif, à l'atomisation de l'enseignement. La pluridisciplinarité n'est plus qu'un mot et les étudiants n'ont plus de véritable choix quant aux modalités de contrôle des connaissances qui s'assimilent de plus en plus aux difficultés du parcours du combattant.

Cette dégradation se fait sentir à tous les niveaux. La diminution des heures complémentaires a pour conséquence la suppression des TD et TP, en premier lieu ceux réservés aux étudiants salariés. Des programmes sont amputés faute de moyens. Qui s'étonnera alors que l'écart se creuse entre les nouvelles connaissances et ce qu'apprennent réellement les étudiants, entre la recherche, les résultats de la recherche et ce qui est enseigné. Qui s'étonnera du caractère poussièreux de certains enseignements ?

Enfin, il nous faut mieux prendre en compte la multiplication des barrages sélectifs.

Ce sont les numerus clausus qui se généralisent puisqu'ils existent en Médecine, en Pharmacie, en Dentaire, en Archi pour l'année prochaine.

Là encore, c'est l'austérité qui fait la loi puisqu'on détermine le nombre de médecins à former pour l'an 2.000 en fonction du nombre de lits d'hôpitaux 20 ans avant !

Et par delà les numerus clausus, c'est l'ensemble des examens qui sont rendus plus difficiles du fait des mauvaises conditions d'études.

Tout cela explique la généralisation du bachotage et la véritable obsession que sont devenus les examens.

Nous devons être beaucoup plus attentifs à cette question puisque c'est d'un quasi retour à avant 68 qu'il s'agit avec le cycle infernal des cours magistraux, le bachotage et l'examen guillotine.

La preuve est donnée par les redoublements qui sont devenus le lot d'un étudiant sur trois, par la fréquence des changements d'orientation.

Mme Saunier-Séité s'est répandue dans la presse sur le "gâchis dû à la mauvaise gestion des universités". Elle ferait mieux de s'émouvoir de l'immense gâchis humain que constitue le fait qu'un étudiant sur sept seulement fait sa maîtrise en quatre ans.

Les formations en péril.

La dégradation se fait également sentir en ce qui concerne les formations qui sont le plus souvent inadaptées à la réalité sociale.

Partant de cette préoccupation réelle, Mme Saunier Séité affirme que la solution réside dans la "professionnalisation et la finalisation des filières", et nous présente comme des ennemis de l'ouverture de l'Université sur la vie.

En fait, nous sommes résolument partisans de rapports novateurs entre l'Université et l'industrie fondée sur un esprit d'égalité et visant à la satisfaction des besoins du pays.

En fait, c'est l'UNEF qui défend l'idée d'une réelle dimension professionnelle de l'enseignement dès l'instant où il comprend une formation initiale de base, l'acquisition d'une connaissance et d'une culture générale. Exigence renforcée par les besoins de recyclage et de formation continue.

On est loin de la volonté gouvernementale, d'adaptation au premier emploi, de spécialisation étroite, qui rend les étudiants encore plus vulnérables aux variations du marché de l'emploi.

S'il est vrai que nous sommes pour un enseignement qui prépare à un métier, c'est également vrai que nous sommes résolument opposés à l'asservissement de l'université

aux intérêts du patronat, c'est vrai que nous sommes résolument opposés à l'entrée en force de patrons dans les conseils.

A ces trois questions s'en ajoute une quatrième, celle de l'angoisse face à l'avenir de plus en plus incertain qui leur est réservé.

./.

- L'angoisse des débouchés

Ce diplôme constitue donc l'aboutissement d'années d'efforts et de sacrifices. Mais le moins qu'on puisse dire c'est qu'il ne constitue plus un "passport pour la vie active." En effet la crise de l'emploi fait durement sentir ces conséquences sur les diplômés.

S'il est vrai que le diplôme représente un avantage indéniable, il n'offre plus aucune sécurité d'emploi.

Pour le plus grand nombre, c'est un travail déqualifié, d'encadrement ou de simple exécution qui nous attend. Quand ce n'est pas l'expatriement qui leur est demandé !

C'est alors l'angoisse face à l'avenir, le profond sentiment d'inutilité, avec ses conséquences morales et matérielles. C'est aussi un scandaleux gâchis que la sous-utilisation de tant d'intelligences et de capacités.

C'est un véritable drame que vivent ces milliers d'étudiants qui ont travaillé pendant des années, pour leurs familles qui ont souvent consenti d'énormes sacrifices, et tout cela pour n'obtenir au mieux qu'un emploi sans intérêt et mal rémunéré, sans perspectives de promotion.

On comprend alors que comme le montre l'enquête du Guide de l'Etudiant, 60 % des étudiants considèrent que leur futur emploi est leur première source d'inquiétude.

Il y a vraiment de quoi d'indigner quand on sait que 30 % des licenciés en Lettres de l'Université d'Aix en Provence n'ont trouvé qu'un travail d'employé sans aucune relation avec leurs études.

Il y a de quoi s'indigner quand on lit cette enquête qui montre que 13 % des étudiants qui ont obtenu une licence en 1977 sont au chômage et cela dénote une augmentation de 5,4 % en 5 ans.

Il y a de quoi s'indigner quand les chiffres de l'APEC font ressortir que 70 % des diplômés obtiennent un premier emploi déqualifié, que 40 % d'entre-eux ont attendu plus de 6 mois avant de l'obtenir.

Cette situation, c'est le gouvernement et le patronat qui en portent l'entière responsabilité.

C'est bien le gouvernement qui fait passer de 3500 à 2000 les postes au CAPES, de 1200 à 800 ceux de l'AGREGATION, qui supprime les IPES et 2000 postes de normaliens.

C'est bien le patronat qui organise la déqualification.
N'est-ce pas Monsieur Loret, Directeur du personnel
des A.G.F. qui déclare avec quelque cynisme : "Nous
n'embauchons pas de licenciés en Sciences Economiques
à un niveau "non cadre" parce qu'un diplômé considère
qu'il a vocation à devenir tôt ou tard un cadre".

En fait le gouvernement organise délibérément le
sous-emploi.

Une autre question importante tient à la dégradation
du cadre de vie que ressentent profondément les
étudiants. Sans doute pour cette raison convient-il
de plus y réfléchir dans l'UNEF pour mieux l'intégrer
à notre activité. Car bien évidemment, nous ne sommes
pas de ceux qui opposent les revendications quantita-
tives et qualitatives. Tout au contraire, nous
dénonçons la dégradation du cadre bâti à l'Université,
la vétusté des locaux universitaires, voire leur
insalubrité.

Nous n'acceptons pas d'étudier dans des facultés où
l'on ne remplace pas les carreaux cassés, les ampoules
électriques, où l'on ne repeint pas les murs, bref
comme à Antony où l'on préfère condamner des bâtiments
plutôt que de les rénover.

./.

Nous n'acceptons pas la situation intolérable faite
aux cités-universitaires qui louent à des tarifs
toujours plus élevés une chambre de 9 m2 sans aucun
équipement. Ces cités sont de véritables déserts du
point de vue équipements sociaux éducatifs.

Il y règne un climat d'insécurité permanente.

Implantées loin du centre des villes, elles sont mal
desservies par les transports en commun comme à
Talence où il n'y a plus de bus après 21 heures, où
tout simplement fermées le soir comme à Poitiers où
il est interdit de sortir d'une cité de filles après
22 heures, voire à 20 heures dans 1 cité de Bordeaux.

Ce qui domine à la fin du compte, c'est le climat
d'isolement et parfois de neurasthénie.

Comment ne pas être révolté quand on lit cette lettre
d'un étudiant résidant dans un village universitaire
de Bordeaux :

.... "Ce n'est pas qu'on soit mal logé ou mal nourri...
Mais Talence, est une ville qui n'existe pas. Il n'y
a pas de commerce dans le campus ou à proximité, pas
de cinéma, les seuls bistrots sont les cafétérias des
restau-U... On est 5000 ici, et on habite tous la même
chambre, dans des bâtiments où on nous a rangé par sexe.

./.

Et entre nous, il y a des hectares d'herbe. Ce qu'il faudrait à Talence, ce n'est pas des étudiants, c'est des moutons !". Et il ajoute : "Certaines fois je rentre dans mon "village" en pensant à autre chose, et je me trompe de bâtiment. Alors je ne trouve plus ma chambre : ce pourrait être n'importe laquelle. Ce qui est déphasant, pourtant, ce n'est pas tellement la vie en résidence, mais c'est la concentration. A des kilomètres, chaque brin d'herbe est universitaire. Je ne m'y retrouve plus, je n'ai pas de "chez moi".

Mais cette détérioration du cadre de vie est également source d'un grand nombre de phénomènes qui représentent autant d'anomalies.

Alors que l'activité d'étudiant suscite des besoins culturels développés, fait apparaître des aspirations nouvelles, la règle générale c'est la misère culturelle.

On parle souvent à la légère de ce problème. Mais là encore les chiffres sont terriblement accusateurs :

- Dans ce pays, un étudiant sur trois ne fait jamais de sport,
- 27 % ne lisent jamais ni journaux ni revues,
- 11 % n'achètent jamais de livres extra-scolaires.
- Le concert ou le théâtre restent l'affaire d'une petite minorité.

./.

Il n'est pas besoin de chercher bien loin les raisons qui conduisent à cette réalité.

Elles résident essentiellement dans le fait que 40 % des étudiants affirment disposer de moins de 50 francs par mois pour leurs loisirs.

De même le syndicat doit être plus attentif à certaines conséquences de la crise.

En particulier, les étudiants sont très sensibles au bouleversement des valeurs morales, ils aspirent de plus en plus nombreux à une vie plus riche, plus libre, au respect de la personnalité de chacun, au droit à la différence.

Dans ce même temps un grand nombre d'entre-eux souffrent, de l'isolement, de la solitude, de l'appauvrissement des relations personnelles, et certains sont plongés dans une réelle détresse.

Combien d'étudiants peuvent se reconnaître de ce vers de Victor HUGO "Il n'est de plus lourd fardeau que d'exister sans vivre".

./.

Chers Camarades, on le voit, c'est vraiment de plus en plus difficile d'être un jeune travailleurs intellectuel en formation.

Comment ne pas constater qu'une telle situation renforce le caractère profondément inégalitaire de l'Université française.

Monsieur Valéry GISCARD-D'ESTAING a récemment déclaré qu'il avait pour objectif de parvenir à l'égalité des chances.

En fait, c'est le contraire qui est la réalité.

Nous sommes aujourd'hui en mesure d'affirmer que depuis 76, la tendance à la démocratisation de l'Université a été stoppée et même inversée. De 12,6 % en 75, les fils d'ouvriers ne représentaient plus que 12,4 % en 76, les enfants d'agriculteurs 5,6 % au lieu de 6 %, ceux d'ouvriers agricoles de 0,5 % au lieu de 7 %. Dans le même temps, les enfants de cadres supérieurs passaient de 32 % à 33,2 %

La vérité, c'est donc qu'en accentuant sa pression, le gouvernement accentue le processus qui fait de l'Université l'image inversée de la nation.

./.

A cette inégalité fondamentale, il faut ajouter celle existant entre étudiantes et étudiants qui sacrifie les possibilités de ces dernières.

De même, je veux redire ici le scandale que représentent les mesures racistes et les inégalités qu'elles entraînent.

Cette situation est source d'un fantastique gâchis humain, c'est le massacre des intelligences et des capacités.

Comme me l'écrivait cet étudiant de Rennes qui, salarié 45 heures par semaine se disait au bout du rouleau : "cette vie, c'est le suicide de l'espoir".

De cette situation personne ne peut s'accomoder. C'est pour cela que nous voulons la changer. Nous voulons VIVRE, ETUDIER, DECIDER, NOUS VOULONS DEFENDRE NOS UNIVERSITES ET C'EST POUR CELA QUE NOUS SOMMES A L'UNEF.

••

./.

Chers Camarades,

Devant la dégradation de la situation et les attaques sans précédent contre l'Université, nous proposons que notre 65è Congrès lance un appel à tous les étudiants, appel que nous ferons entendre dans toutes les facultés, tous les amphis, tous les T.D.

Parce que nous sommes étudiants, nous sommes syndicalistes. Et c'est à ce double titre que nous voulons dire aujourd'hui haut et clair : nous avons entrepris des études, nous voulons les réussir, obtenir un vrai diplôme ? avoir un emploi ? exercer un métier intéressant ? rester en contact avec le mouvement des arts, des techniques et des connaissances scientifiques ?

C'EST CE QUE VEULENT LES ETUDIANTS DE FRANCE ET ILS ONT RAISON !

Notre avenir personnel en dépend ainsi que l'avenir collectif de notre société.

Certains s'interrogent sur le sens de leur travail, de leurs luttes. A ceux-là, nous voulons dire :

- N'abandonnez pas, ne cédez pas au découragement devant les obstacles et les barrages dressés sur votre chemin.
- Continuez vos études.

./.

- Continuez vos études et unissez-vous pour agir.

C'est la seule solution. Il faut parler franchement : on ne peut plus s'en sortir en bachotant, en se repliant sur soi-même et en spéculant sur le fait que l'on se débrouillera mieux que le voisin.

L'importance actuelle du chômage qui frappe toutes les catégories de travailleurs et de façon de plus en plus massive, le renforcement de la sélection qui est de plus en plus arbitraire font que personne n'est à l'abri et qu'à moins d'être issu d'une famille de privilégiés, on ne peut pas s'en sortir seul.

Oui vraiment il faut s'unir pour agir, cela est d'autant plus important que de nouvelles menaces pèsent sur l'Université.

..

UNE ATTAQUE SANS PRECEDENT

Je voudrai maintenant traiter de l'ampleur et du sens des attaques gouvernementales contre l'université.

Comme l'affirme notre projet de manifeste : " le gouvernement et le patronat installent ouvertement les universités comme le pays dans la crise ".

Cette crise de l'université, pour mieux l'aggraver le gouvernement cherche à s'en dédouaner et tente d'accréditer l'idée que ce sont les étudiants et les enseignants qui en sont responsables.

Mais vraiment quand on y regarde de près il faut vraiment avoir des " lunettes en peau de saucisson " pour ne pas s'apercevoir que c'est le gouvernement, qui en porte la responsabilité.

Dans les congrès de comité et d'A G, la question du sens des plans gouvernementaux s'est souvent posée.

C'est là une question importante.

Je crois que l'on peut dégager quatre objectifs essentiels de la politique universitaire actuelle.

(I) En premier lieu le gouvernement cherche à réduire les dépenses d'éducation.

Le maître mot de sa politique c'est " l'austérité ".

Il réduit massivement les budgets, et interdit tout investissement scientifique et intellectuel.

Il comprime les effectifs d'enseignants et tente avec son décret du 20 septembre de jeter des milliers d'assistants au chômage.

Enfin, il conduit la recherche au péril, en bradant les laboratoires, et en tentant de démanteler le C.N.R.S

(II) Deuxièmement : le gouvernement veut réduire le nombre d'étudiants.

Le Ministre des Universités pose la question de la nécessité ou non de la sélection. Mais c'est de la pire hypocrisie, car la sélection existe, elle est présente dans chaque emploi, dans chaque T.D.

La pression sociale, le blocage des inscriptions à Paris, les Numérus Clausus, les réformes d'architecture et de pharmacie sont autant d'éléments qui aggravent la sélection.

Madame Sagnier-Seité, ne déclarait-elle pas, récemment, que seule l'université de Paris 4 appliquait correctement la loi d'orientation, cette université qui est la seule en France à recruter sur examen du dossier scolaire.

(III) Pour notre pays, force est de constater que les ministres de l'enseignement supérieur de la C.E.E mettent en place une politique commune qui ferait de l'université française une université de 2^e zone.

(IV) quatrièmement : le gouvernement veut mettre au pas les universités.

L'autoritarisme devient le moyen essentiel pour appliquer ces plans. Il s'en prend à la vie démocratique. Il multiplie les interventions des recteurs, casse les décisions des conseils élus, nomme des directeurs d'I.U.T à sa botte, il développe les interdits professionnels. Les ambitions, les mandarats se transforment en méthode de gouvernement. Il refuse la négociation, il tente d'imposer sa politique sans consultation des intéressés.

Les libertés syndicales sont bafouées, la suppression de la subvention de l'U.N.E.F n'est pas le moindre scandale en ce domaine.

Les fonds publics sont dilapidés entre des organisations aux ordres du gouvernement.

Madame SAUNIER-SEITE organise la normalisation intellectuelle des campus, ou voudrait nous imposer un enseignement écriture, coupé de la vie, justifiant l'ordre établi, ayant pour but de former des cadres dociles, sous qualifiés.

Les libertés individuelles sont menacées, la circulaire BONNET institue le fichage des étudiants étrangers, les franchises universitaires sont bafouées.

Voilà les 4 axes autour desquels tournent à notre sens la politique gouvernementale.

Je voudrai maintenant abordée une question souvent évoquée dans notre débat.

Dans les congrès de comité et d'AGE, certains syndiqués ont affirmé que le gouvernement parvient le plus souvent à appliquer sa politique sans que l'on puisse fondamentalement s'y opposer.

Pour une part, cela est exact et normal.

En effet, celui-ci dispose des moyens politiques que lui donne la direction de l'Etat, il a, à son service une majorité au Parlement.

En conséquence, il met en oeuvre ses plans, tente d'imposer ses projets, et organise autour d'eux un gigantesque battage de propagande.

Dans le même temps, les luttes des étudiants, des enseignants, des travailleurs, le dynamisme maintenu de l'université,

la force de la revendication du droit aux études, fait que celui-ci n'a pas pu aller jusqu'au bout de ses projets, il a été mis en échec sur des aspects essentiels de ses plans.

C'est le cas pour la réforme des DEUG en 1973 qui voulait faire de ceux-ci un diplôme terminal et dévalorisé.

C'est le cas pour le projet de destruction des oeuvres universitaires, de Monsieur SOISSON en 1974, que nos luttes ont battu.

C'est le cas pour la réforme du 2ème cycle, que le mouvement de 1976, a vidé de ses aspects les plus nocifs.

C'est également le cas pour ses projets les plus récents.

C'est ce qui explique, qu'il développe aujourd'hui une violente contre-offensive, et passe un cap nouveau dans l'aggravation de sa politique.

En effet, l'université française, telle qu'elle s'est constituée au travers de l'histoire, avec les apports du combat démocratique ne satisfait pas vraiment aux exigences actuelles de la division tant nationale qu'internationale du travail.

C'est pourquoi le gouvernement a entrepris de restructurer l'enseignement supérieure, pour les assujettir aux exigences de l'économie capitaliste en crise.

Pour ce projet, ils s'inspirent directement des modèles existants à l'étranger et notamment aux U.S.A.

Dans ce cadre le gouvernement s'est livré à une remise en cause des acquis de 1968, s'appuyant sur leurs ambiguïtés.

Comme on le voit, loin de renoncer à sa politique, le gou-

varnement tente d'en aggraver les conséquences. Nous avons à faire face à un plan d'ensemble d'une gravité sans précédent.

Dans cette situation, le congrès de l'U.N.E.F. doit se pencher sur la riposte à engager, et les meilleurs moyens de la faire triompher.

IIIème QUESTION : LE BILAN DES LUTTES

En effet, devant l'ampleur des attaques du pouvoir et la dégradation de leur situation, il n'y a qu'un seul chemin pour les étudiants : le chemin de l'action !

Telle est la conclusion qui se dégage du bilan des luttes, notamment depuis notre dernier Congrès.

Le Bureau National avait invité l'ensemble des syndiqués et des organisations de l'U.N.E.F à mener un grand débat démocratique et à se livrer à une analyse sans complaisance de notre activité.

A mon sens les Congrès de comités et d'AGE ont témoigné de cette volonté comprenant nécessairement tout refus d'auto-satisfaction.

Nous n'avons rien à faire d'un discours triomphaliste. Nous sommes ici pour apprécier objectivement les succès et les insuccès des luttes et nous donner les moyens d'aller de l'avant.

Ceci étant je voudrai faire une remarque préalable.

Ici ou là, certains ont parlé de reflux des luttes étudiantes en recherchant la cause dans le mouvement syndical lui-même...

Le Congrès ne peut pas éluder cette question. Je crois qu'il faut pour y répondre observer avec sérieux

la réalité elle-même et se garder d'oublier le contexte actuel des luttes étudiantes.

Ce contexte me semble marqué par plusieurs caractéristiques :

- En premier lieu l'intensification de la crise et l'extension de ses effets.

Chacun ici sait d'expérience les conséquences contradictoires qu'elle entraîne pour le développement des luttes.

D'une part, cette dégradation des conditions de vie et d'étude renforce l'inquiétude des étudiants et leurs raisons de lutter, elle rend plus nécessaire encore le rassemblement des étudiants dans l'action.

Quand on prend un peu de recul on ne peut que constater qu'en quelques années la grande masse des étudiants a connu une évolution profonde.

Ils sont aujourd'hui moins que jamais des marginaux vivant dans un îlot loin des perturbations sociales. Du fait de leur origine sociale, de leur devenir, pour beaucoup, de cadres moyens, d'employés ou d'intellectuels salariés, du fait de leur situation présente, ils vivent de plus en plus les problèmes de l'ensemble de la population.

Ceci s'est accompagné d'une certaine progression de la conscience syndicale, d'une plus grande aptitude à définir et défendre des revendications, à rechercher et obtenir le soutien des enseignants, des ouvriers et de leurs organisations.

Il y a donc des possibilités nouvelles pour le développement de l'action.

Mais dans le même temps, les difficultés à vivre et étudier, la situation aléatoire et le manque de disponibilité entraîné

par le salariat, l'incertitude des débouchés, l'organisation des études entraînent des phénomènes négatifs auxquels nous ne pouvons être indifférents.

Il est vrai que se développe une tendance à l'abandon au découragement, au renoncement à l'esprit critique, du fait notamment de l'extension du bachotage.

De nombreux étudiants, submergés par leurs difficultés se replient sur eux-mêmes, dans la perspective trompeuse de solutions individualistes.

Le renforcement de la sélection et de la concurrence entre étudiants tend à conforter ici ou là des tendances au corporatisme.

On peut même penser que dans une certaine mesure la conscience du rôle social des étudiants est plus difficilement perçue.

Tout cela n'est évidemment pas sans conséquences sur l'activité syndicale et sur la syndicalisation.

Le deuxième élément à prendre en compte est le contexte politique et social du pays et de l'université.

Il n'est pas possible de ne pas en tenir compte et de faire comme si nous étions seuls à nous battre.

L'année écoulée a été dominée par les élections législatives qui, en raison de la polarisation des passions qu'elles ont suscité, ont pesé sur le développement des luttes.

Depuis le gouvernement, profitant de l'échec des partis de gauche, se livre à une violente aggravation de sa politique. Il démantèle des secteurs entiers de l'industrie, remet en cause des conquêtes revendicatives aussi importantes que la Sécurité Sociale, s'attaque à l'université et à la recherche

Or, s'il est exact que l'U.N.E.F n'est pour rien dans cette situation politique générale, il n'en est pas moins vrai

que cette dernière a entraîné une certaine démobilité des étudiants.

Dans le même temps nous devons souligner le maintien du mécontentement et depuis quelques mois une reprise certaine de l'action syndicale dans toutes les couches de la population.

Je voudrai d'ailleurs saisir cette occasion pour réaffirmer la solidarité pleine et entière de l'U.N.E.F aux luttes des travailleurs.

Vous me permettrez d'adresser, au nom du Congrès le salut fraternel et chaleureux des adhérents de l'U.N.E.F aux sidérurgistes de Lorraine et du Nord, ainsi qu'aux travailleurs de la S.F.P.

Nous leur souhaitons plein succès et réaffirmons qu'avec l'U.N.E.F, les étudiants de France sont à leurs côtés.

Enfin, pour juger de façon objective des luttes étudiantes nous devons prendre en compte un troisième élément.

L'université est le lieu d'une lutte syndicale et politique intense.

Il y existe un rapport de forces. A cet égard nous devons constater des efforts nouveaux de la part des forces de droite pour s'organiser dans le même temps que sont relancés les manœuvres de division.

C'est en fonction de cette situation complexe qu'il faut juger des succès et des insuccès et disons-le d'emblée : cette année a apporté encore une fois la démonstration qu'il n'y a que la lutte qui paie !

Il nous faut y insister car les luttes et les succès remportés dans ce contexte n'en prennent que plus de valeur; d'autant qu'ils font l'objet d'une censure permanente de la plupart des grands moyens d'information.

Il est naturellement impossible de faire un bilan exhaustif de ces luttes. L'année écoulée a été marquée par une grande diversité de revendications et d'actions.

Et ces luttes, c'est pour l'essentiel au compte de l'U.N.E.F qu'il faut les mettre.

Nous avons été les seuls en effet, à appeler les étudiants en permanence, à défendre leurs propres intérêts.

Toute l'année dernière nous n'avons eu que cette préoccupation : développer la lutte. Dès septembre le collectif national appelait à ne pas céder à l'attentisme et trois semaines avant les élections je le réaffirmais au nom du BN en déclarant :

" le seul chemin c'est la lutte. l'université de demain se crée dans les luttes d'aujourd'hui. Les étudiants n'attendent pas l'urne aux pieds ".

Au plan national nous avons lutté contre le blocage des inscriptions et la volonté délibérée d'interdire à des dizaines de milliers de jeunes l'accès à l'université. La protestation que nous avons fait s'exprimer parmi les étudiants et au-delà a permis que les listes soient réouvertes et que quasiment aucun étudiant ne reste sur le pavé.

Dans toute la France nous avons alerté les étudiants français et étrangers contre les menaces d'expulsions et les discriminations impliquées par la circulaire BONNET. Dans

../...

de nombreux endroits nous avons organisé des manifestations, des délégations, constitués des comités de défense des étudiants étrangers avec leurs organisations démocratiques, mis sur pied des permanences S.O.S- expulsions et nous pouvons dire aujourd'hui que si nous n'avons pas obtenu l'abrogation de la circulaire, nous avons mis en difficulté son application et empêché un grand nombre d'expulsions.

A la rentrée nous avons pris l'initiative de l'information et de la mobilisation des étudiants sur les budgets d'austérité, les conséquences nocives pour nos études du décret du 20 Septembre, et les dangers contenus dans le projet de carte universitaire autoritaire et mutilante.

Nous avons développé l'unité d'action des étudiants des enseignants et des personnels dans la riposte commune face aux attaques du gouvernement.

Certes cette bataille âpre et décisive est loin d'être gagnée mais nous pouvons la continuer, ferts de nos premiers succès.

Le décret du 20 septembre ? Les assistants n'ont pas été licenciés et son application est reportée d'un an !

La carte universitaire qui revêt une telle importance dans le projet gouvernemental de destruction de l'université ? Son application est reportée en 1981 !

Le budget qui conditionne notre vie d'étudiant ? nous pouvons dire que nous avons contribué à freiner la dégradation de la situation, ainsi pour la première fois depuis plusieurs années il se maintient en francs constants, et que dans plusieurs universités importantes nous avons obtenu des rallonges qui permettent de continuer à vivre.

../...

Ajoutons à ce bilan d'importantes luttes dans différents secteurs.

En éducation physique tout d'abord où les étudiants ont mené leur combat avec une combativité et un sérieux exemplaire.

L'obtention de 300 postes et la maintien des I.P.E.S, dans ce seul secteur de l'enseignement supérieur, s'ils ne peuvent nous satisfaire, représentent un acquis incontestable qui doit renforcer notre détermination à continuer le combat.

Luttes importantes aussi l'an passé en PREPA et CAPES-AGREG en ARCHI, dentaire ou pharmacie.

Pendant deux ans en médecine nous avons contraint le gouvernement à repousser la réforme Fougère.

Ces premiers acquis montrent que nous pouvons faire reculer le pouvoir et mettre en échec ses plans.

Enfin, chacun ici peut parler des luttes locales impulsées par nos comités dans les derniers mois...

De la lutte difficile de Vincennes et Paris 13 contre le démantèlement, aux manifestations rassemblant plusieurs milliers d'étudiants à Lille, Bordeaux, Besançon notamment, les actions menées fac par fac contre l'austérité, pour le maintien des 4/5ème, contre la mise en oeuvre de la réforme du second cycle, pour des conditions meilleures de passage des examens etc..

Ces luttes ont permis l'obtention de nombreux acquis, des dérogations aux rallonges budgétaires. Dans la seule ville de Toulouse nos camarades recensent près de 200 acquis dans les T.D, les amphis et les U.E.R.

Dans ce bilan de lutte nous devons accorder une place importante aux élections universitaires.

Le fait que 62 % des voix se soient portées sur l'U.N.E.F est à mettre au compte des luttes. Les élections universitaires sont l'un des principaux acquis étudiants de 1968. C'est une concession faite par l'Etat au puissant mouvement du printemps 1968. Il est vrai que dès l'origine le gouvernement a cherché à en faire un instrument de récupération et d'intégration, pour faire continuer par les enseignants, les étudiants et le personnel sa politique d'austérité et de sélection. Mais la présence de nos élus et leurs efforts pour y développer l'unité d'action syndicale ont fait des Conseils des lieux où se mène la lutte.

Nos élus dans les Conseils, c'est un atout considérable pour la lutte. Grâce à la présence de l'U.N.E.F les étudiants ont les moyens de savoir ce qui s'y passent.

Ils peuvent faire entendre leur voix et passer sur les décisions qui y sont prises et les concernent, comme le vote et la répartition du budget, les modalités d'examens, le contenu des diplômes, l'organisation pédagogique, la vie de l'université etc...

Mais au-delà même du soutien aux luttes que représente notre action dans les Conseils, il faut mesurer que les élections elles-mêmes ont valeur de lutte. Leur préparation est le meilleur moyen de faire grandir la conscience individuelle et collective de la nécessité d'agir pour nos revendications, leur déroulement est l'un des rares moments où tant d'étudiants se mobilisent et s'expriment à la fois, et leur résultat exprime et définit un rapport de force déterminant pour les luttes à venir et la capacité des étudiants à les faire aboutir.

A ce propos il faut nous arrêter un instant sur les dernières élections au CROUS, qui posent naturellement question à tous les syndiqués.

En effet, l'U.N.E.F reste la première organisation par le nombre de ses voix, de ses élus mais perd 7 % alors que " l'AJS-unite syndicale " gagne à peu près 17 %.

C'est la raison pour laquelle la participation de l'UNEF aux élections universitaires constitue un principe primordial de sa conception syndicale, base essentielle de sa rénovation.

Le gouvernement quant à lui n'a de cesse de remettre en cause l'acquis que représentent les élections. Il limite la représentation des étudiants et bafoue leurs droits. Il rêve d'une université à sa botte, où plus personne ne serait élu, mais nommé. Il veut revenir à l'Université mandarinale d'avant 68, multiplie les coups de force contre les droits syndicaux.

Malgré cette puissante bataille contre la participation, les tentatives de détournement de l'expression des étudiants tentée par ses officines, la participation étudiante bien qu'encore insuffisante est semblable à la quasi totalité des élections socioprofessionnelles.

Chacun doit compter avec les dizaines de milliers d'étudiants qui se donnent des élus syndicaux, font confiance à l'UNEF.

Nos élus sont ainsi un atout décisif pour permettre la prise en main de l'université par ses usagers. Cela rend également la responsabilité de ceux-ci.

Nos congrès de comités et d'AGE ont discuté sérieusement de ces résultats et il s'en dégage une appréciation mesurée.

Je crois qu'on ne peut pas vraiment les comprendre si on fait abstraction de la situation générale dont je parlais plus haut et de la bataille qui s'est déroulée à l'Université. Nous avons du faire face en effet à un assaut général et convergent contre l'UNEF. De la part du Ministère de Universités tout d'abord qui a tout fait pour nous affaiblir : modalités antidémocratiques du vote écartant des dizaines de milliers d'étudiants, campagne publicitaire pour assurer la promotion du petit dernier des organisations pro-gouvernementales, maintien de l'ostracisme à l'égard de l'UNEF, volonté délibérée de nous étouffer.

Dans le même temps nous avons été confrontés à la conjonction de différents groupes (en premier lieu de l'UNEF AJS) qui, pour des raisons qui leur appartiennent, ont, pendant des mois et des mois déserté tous les terrains de lutte pour préparer ces élections et nous combattre.

Certes, il convient d'examiner les raisons qui, dans notre travail, expliquent que dans un certain nombre d'endroits nous ayons mal résisté à ces attaques.

Le syndicat en a entrepris l'analyse, j'y reviendrai.

A ce stade du rapport, je voudrais tirer de ce bilan d'ensemble deux conclusions qui me paraissent essentielles pour notre activité.

. La première est que la défense et l'affirmation de notre conception d'un syndicalisme combattif, démocratique et de masse passe par un combat permanent et tenace.

. La deuxième est que les derniers mois doivent nous conforter dans notre détermination à maintenir le cap que nous nous étions fixés en rénovant l'UNEP.

Oui, notre 65ème congrès doit dire haut et fort, comme l'a toujours fait l'UNEP et comme elle entend continuer de le faire, le seul recours c'est la lutte !

La quatrième question est l'une des plus importantes abordées par notre congrès est celle des perspectives de notre action.

Aujourd'hui, la grande majorité des étudiants s'interrogent sur l'avenir. Beaucoup ont le sentiment que l'horizon s'obscurcit et que le futur devient de plus en plus incertain. Certains cèdent au pessimisme.

Les militants de l'U.N.E.F., grâce à l'acquis de l'expérience syndicale et de la réflexion collective ne vont pas à l'aveuglette, ils ont une ligne d'action et des objectifs autour desquels ils peuvent rassembler très largement les étudiants.

Un projet pour l'Université...

Nous avons dégagé, au cours de nos luttes et dans la réflexion syndicale, des principes généraux, conformes aux intérêts des étudiants, sans lesquels il ne peut y avoir de refonte démocratique au système universitaire.

Il est clair que ces transformations démocratiques sont inconcevables en dehors de transformations plus générales de

l'économie et de la société. C'est pourquoi il ne revient naturellement pas à l'UNEF de se substituer aux partis politiques dans la définition d'un projet gouvernemental de réforme des universités.

Mais nous sommes évidemment prêts, comme nous l'avons d'ailleurs déjà fait, à discuter avec les principales forces sociales et politiques de progrès pour aider à la définition de ce projet.

Notre projet de MANIFESTE trace les grands traits de cette Université adaptée aux besoins et aspirations de la jeunesse et des travailleurs.

Cette université que nous voulons c'est une université qui combatte la sélection sociale, favorise l'égalité des chances, une université dotée de moyens, adaptée à notre époque, à l'évolution des connaissances, aux besoins matériels et culturels qui se font jour dans la société.

C'est une université qui prépare à un métier, ce qui, dans les conditions d'aujourd'hui, réclame une formation culturelle et scientifique de haut niveau.

L'université que nous voulons sera, enfin, une université dont le fonctionnement lui-même sera démocratisé, où les

étudiants seront associés aux décisions et ce, à tous les niveaux.

Ce projet définit un cadre général qui nous permet, dans le même temps que nous luttons pied à pied, pour la défense des étudiants et de l'université, de mener un combat offensif!

Dans cet esprit notre 65ème Congrès pourrait lancer un appel à tous les adhérents et toutes les organisations de l'UNEF pour qu'ils prennent systématiquement l'initiative de la lutte sur tous les fronts.

Agir sur tous les fronts cela signifie développer avec audace les luttes spécifiquement étudiantes ainsi qu'assurer la dimension étudiante des luttes de la jeunesse et des travailleurs.

Reprenant les meilleures traditions, c'est l'UNEF qui dans le même temps qu'elle luttait sur les examens, tenait meeting contre la répression en Argentine ou pour les droits de l'homme dans le monde....

Nous continuerons dans cette voie car rien de ce qui inquiète, révolte ou passionne les étudiants ne nous est étranger.

C'est naturellement à chaque comité, à chaque AGE de réagir en fonction des problèmes posés.

Dans ce cadre nous devons, me semble-t-il, attacher une attention particulière à la lutte pour six grands axes revendicatifs et offensifs :

1 - BOURSES

- . Augmentation immédiate de 30% du montant global des bourses;
- . Echelle mobile indexée sur la hausse du coût de la vie et visant à une augmentation annuelle de leur pouvoir d'achat.
- . Versement de chaque terme de bourse avant le début du trimestre et droit automatique à des avances sur bourses.
- . Rétablissement du 7ème échelon attribué sur critères sociaux.
- . Attribution d'un 4ème terme de bourse.

2 - CROUS

Il faut faire des CROUS un grand service public social et culturel qui joue tout son rôle d'aide aux étudiants.

- . Blocage des tarifs universitaires
- . Remboursement de la TVA aux CROUS
- . Maintien de la parité Etat-Étudiants dans les tarifs.
- . Construction de nouveaux équipements restaur-U Cités U.

. Amélioration de la qualité des repas (contrôle médical régulier)

. Arrêt des mesures disciplinaires dans les cités universitaires

. Création de commissions avec présence étudiante sur les repas et conditions de restauration.

3 - Chômage-débouchés

- la satisfaction des principales revendications des travailleurs; réduction du temps de travail, droit à la retraite à 60 et 55 ans etc.... libèreraient des dizaines de milliers d'emplois pour les étudiants.

- pour ce qui nous concerne, nous réclamons :

- l'augmentation du nombre de postes au CAPES et à l'AGREG
- le rétablissement des IPES

- de plus le Congrès pourrait se prononcer pour une Convention Nationale pour le premier emploi des diplômés qui prévoirait en particulier la reconnaissance des diplômés, le respect des qualifications, l'intégrité des droits syndicaux, etc....

4 - EXAMENS

. Un contrôle des connaissances qui soit une réelle évaluation des connaissances et non une course d'obstacles.

- . Libre choix entre contrôle continu et examen final
- . Compensation des notes et report des notes supérieurs à la moyenne
- . Participation consultative des délégués étudiants aux jurys d'examens
- . Double correction des examens
- . Création de commissions d'années paritaires étudiants-enseignants.

5 - MAINTIEN DU POTENTIEL UNIVERSITAIRE

- . Maintien des enseignements existant dans chaque université.
- . Création des 2^e cycles dans les petits centres universitaires.
- . Ouverture de négociation sur l'implantation des nouveaux enseignements nécessaires
- . Des moyens financiers pour assurer le fonctionnement des Universités, le développement des équipements et d'un matériel pédagogique suffisant.

Dans l'immédiat attribution d'un collectif budgétaire de 728 millions de francs.

6 - EXTENSION DES DROITS DES ETUDIANTS ET DE LA DEMOCRATIE

A L'UNIVERSITE.

- . Abrogation du quorum électoral.

. Droit de regard, de contrôle, de décision des étudiants dans le fonctionnement de l'Université, de l'UER.

. Déblocage de moyens pour les élus dans l'exercice de leur mandat.

. Abrogation de la circulaire BONNET et obtention des mêmes droits pour les étudiants étrangers que pour les étudiants français.

Pour faire aboutir ces objectifs, il nous faut développer l'action de manière massive, démocratique et unitaire. Nous avons déjà eu l'occasion de le dire : pour nous, toutes les formes d'action sont valables dans la mesure où elles permettent de rassembler largement pour gagner.

. C'est pourquoi, nous sommes très attachés à l'idée de la conduite démocratique des luttes.

Lors des grands mouvements, tout en veillant à assurer le rôle du syndicat et en nous comportant comme une force de proposition autonome, nous participons sans réticence aucune aux structures que se donnent les étudiants dès lors que c'est animé de cette volonté d'une conduite démocratique de l'action

Quotidiennement, nous devons toujours mieux faire effort pour associer les étudiants à toutes les étapes de l'action à la définition et la mise en oeuvre des objectifs et des moyens.

Enfin, il nous faut rechercher et développer l'unité d'action avec les organisations syndicales d'enseignants et de travailleurs.

Comme le dit le Manifeste : "C'est parce qu'ils sont ensemble confrontés aux effets nocifs d'une même politique qu'étudiants, enseignants, travailleurs luttent ensemble et que leurs actions convergent. Plus que jamais cette unité dans l'action est à l'ordre du jour, elle est nécessaire pour faire céder le gouvernement, pour le contraindre à la négociation".

Depuis dix ans d'importants progrès ont été réalisés dans ce domaine. Il est maintenant nécessaire et possible d'aller beaucoup plus loin.

Mais la recherche de l'unité d'action n'est pas chose aisée.

-Si des rapports fructueux existent entre l'UNEF, LE SNESUP, la CGT et d'autres grandes organisations syndicales, si des contacts nationaux intéressants sont pris avec le SGEN-CFDT, des difficultés persistent du fait des blocages entretenus par la CPDT et la FEN.

-Si des progrès considérables ont été enregistrés au plan local dans le travail en commun, et au plan national dans des

actions telles que la défense du potentiel universitaire, les problèmes de la sécurité sociale ou des initiatives de solidarité internationale, il reste que l'insuffisance de cette unité peut peser dans le sens de la démobilisation.

Comités et AGE de l'UNEF doivent donc réfléchir à des initiatives de renforcement de l'unité d'action.

Dans ce sens, l'UNEF se félicite de tout progrès de l'unité d'action dans la population. Organisation nationale, l'UNEF aspire à être plus encore partie prenante de ce débat d'unité d'action.

Ainsi l'UNEF prend position sur les grandes questions qui traversent le mouvement syndical, en faisant sienne la règle de non ingérence qu'elle exige pour elle-même. Pour aider à cette recherche constante de l'unité d'action, le bureau national, mandaté par le Collectif national, a pris deux initiatives :

1°) Le bureau national propose que se crée une instance inter-syndicale de liaison entre les trois organisations universitaires les plus représentatives : le SNESUP, le SGEN et l'UNEF.

2°) Le bureau national propose qu'aux plans local, régional, et national tous les contacts soient pris pour l'organisa-

tion d'initiatives largement unitaires pour la défense de l'Université avant la fin de l'année universitaire.

Ces propositions importantes soumises à l'approbation du Congrès contribueront certainement à renforcer la convergence et l'efficacité des luttes.

En conclusion de cette partie sur nos objectifs de lutte je voudrais aborder une question débattue dans certains congrès celle de "l'unité d'action des organisations étudiantes".

Il faut que les choses soient claires. Nous sommes pour l'unité syndicale des étudiants, nous sommes pour leur rassemblement dans l'action.

Il y a cela des raisons de fond.

Au-delà de la diversité sociale, politique et idéologique des étudiants, il existe une communauté réelle d'intérêts matériels et moraux qui tient à l'origine sociale de la majorité d'entre eux, à leur devenir.

Ceci fonde l'existence d'un syndicalisme étudiant de masse.

A mon sens, les bases existent pour le développement d'un grand syndicat dans lequel se reconnaisse la majorité des étudiants, ce qui n'empêchera jamais l'existence et l'activité, même sporadique de groupuscules divers.

Selon l'UNEF, pour des raisons historiques et pour la place qu'elle a prise, à vocation à devenir une telle organisation.

C'est pourquoi nous avons dénoncé les diverses tentatives de création d'organisations concurrentes à l'UNEF, de la FNEF au COSEF en passant par le MAS.

Aujourd'hui la plupart de ces organisations du fait de leurs querelles intestines et de leurs projets politiques sont tombées en décrépitude.

Reste l'AJS-OCI qui continue d'usurper le sigle de l'UNEF. Cette organisation dont le sectarisme est devenu légendaire recourt depuis quelques mois à un langage syndicalisant et nous parle maintenant d'unité d'action....

Il est bien que de nos congrès d'AGE et de comité se dégage une opinion quasiment unanime à ce propos. Les adhérents

de l'UNEP ne se laissent pas prendre aux discours de ceux qui combattent l'unité en criant vive l'unité !

Qui pourrait oublier que cette organisation a pour acte de naissance la scission et la division ? Qu'elle a toujours eu pour principale préoccupation de nous combattre avec les moyens inacceptables de la calomnie et de la violence.

En fait, ils ne défendent pas les intérêts des étudiants. Absents de toutes les luttes, quand il parlent des intérêts des étudiants, c'est pour faire de la démagogie, désigner les Conseils d'universités comme boucs émissaires, épargner les vrais responsables et dévoyer les luttes.

En définitive leur projet n'a rien de syndical. Sous couvert d'unité d'action, il s'agit pour eux de se faire une virginité syndicale, de poser des jalons pour affaiblir l'outil syndical que se sont donnés les étudiants et remettre en cause l'acquis du Renouveau.

Il est clair que dans cette hypothèse d'une UNEP diminuée le terrain serait libre pour que s'organise un "syndicalisme" dévoué au gouvernement.

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce qu'ils bénéficient du soutien du ministère.

En effet alors qu'Alice Saunier-Séité supprime la subvention de l'UNEP, elle leur accorde une aide financière appréciable.

Alors qu'elle refuse de négocier avec l'UNEP, elle ne manque pas une occasion de les rencontrer.

N'est-ce pas extraordinaire qu'ils aient été reçu par le ministère quelques jours à peine après l'agression à laquelle ils s'étaient livrés contre le Comité national de l'UGE ?

Dans ces conditions l'unité avec ces gens, je le réaffirme ça a été non, c'est non et ce sera non. Je le dis avec tranquillité et fermeté car c'est des intérêts des étudiants qu'il est question.

Pour mener leurs luttes, développer la riposte qui s'impose les étudiants ont besoin d'un grand syndicat combattif et efficace, un syndicat unitaire et pluraliste indépendant et démocratique.

Ce syndicat c'est l'U.N.E.F.

Il y a maintenant près de 10 ans que des étudiants d'opinion diverses se rassemblaient pour la rénover et la doter d'une démarche authentiquement syndicale.

Cette rénovation s'est développée dans une bataille sans complaisance contre les deux travers qui avaient marqué l'histoire de l'UNEF : le "corporatisme" et la conception du "mouvement politique de masse" pronée en particulier par la direction gauchiste.

Ces deux tendances, nous les avons combattues parce qu'elles conduisent toutes deux à abandonner la défense des intérêts communs des étudiants, elles divisent et conduisent les luttes à l'impuissance.

Ce qui fait la force de l'UNEF, l'originalité de sa démarche à laquelle elle est profondément attachée et qu'elle

n'acceptera pas de voir remise en cause, c'est qu'elle n'a d'autre à priori que l'organisation de la défense de ces intérêts communs.

Ce rejet fondamental de toute conception politicienne ne nous fait pas tomber dans le corporatisme.

Nous n'avons jamais prétendu à la neutralité, ni voulu d'un syndicalisme soi-disant apolitique, c'est-à-dire, soutenant l'ordre existant.

C'est pourquoi l'UNEF ne s'interdit pas, quand elle le juge nécessaire, de prendre position sur telle ou telle question de la vie nationale. Mais quand elle le fait c'est toujours à partir des intérêts étudiants.

Ainsi, lors des grands moments de la vie politique du pays tels les élections législatives.

C'est dans cet esprit et conformément au mandat de Nancy et sur la base de la plateforme que nous y avons définie, que nous avons rencontré les partis de gauche.

En toutes circonstances, nous nous conformons à notre conception de l'indépendance syndicale (à l'égard, de l'Etat,

des partis et des instances universitaires) qui nous fait refuser de jouer un rôle de courroie de transmission.

Cette indépendance réelle nous la définissons par le fait que ce sont les syndicats et eux seuls qui élaborent et mettent en oeuvre l'orientation vraiment syndicale.

Cette orientation passe par un effort permanent pour rassembler les étudiants, le plus largement possible, sans distinction d'opinions politique, philosophique ou religieuse.

Il s'agit là d'un principe fondamental du renouveau et de la reconstruction de l'UNEF.

Je dirai même que la volonté de la direction de l'UNEF est que coopèrent en son sein des étudiants d'opinions différentes.

Les adhérents de l'UNEF recouvrent une grande diversité d'opinions, de courants de pensée, de mode de vie, qui sont autant de sensibilités différentes.

Cette diversité peut enrichir la vie du syndicat dans la mesure où tous et chacun respectent la nature de l'organisation syndicale et ses principes de vie.

A cet égard, l'appartenance de tel ou tel à une organisation politique ne lui confère aucun droit particulier et ne saurait non plus impliquer une quelconque discrimination.

Pour nous, en effet, tous les adhérents de l'UNEF ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Chacun compte pour un.

C'est d'ailleurs bien la raison qui nous a toujours fait rejeter l'idée de tendances organisées au sein de l'UNEF.

Celles-ci ont fait dans le passé la démonstration de leur nocivité. Elles avaient conduit à la paralysie de l'action syndicale.

Aujourd'hui, le spectacle des divisions qui ont fait éclater le MAS par exemple nous conforte dans notre idée.

Mais plus fondamentalement nous refusons l'organisation en fractions ou tendances parce qu'elles conduiraient à soumettre la vie du syndicat au jeu des combinaisons politiciennes et porteraient un coup fatal à son indépendance.

Ces principes généraux du renouveau de l'UNEF ont permis de reconstruire le syndicat et d'en faire l'organisation la plus représentative des étudiants, avec ses 35.000 adhérents, 10 élus sur 16 au CNESER, 6 sur 10 au CNO, la

majorité des voix aux élections universitaires, des relations de coopération avec plus d'une centaine d'unions d'étudiants du monde entier et la première place dans les luttes.

Est-ce à dire que nous puissions céder à l'autosatisfaction ?

Non, il nous faut poursuivre, améliorer et corriger ce qui ne va pas afin d'être mieux encore le syndicat que nous voulons.

Dans l'esprit de l'information du bureau national, je voudrais faire quelques remarques et propositions pour perfectionner notre outil syndical.

1) Concernant les luttes

Je ne reviendrai pas sur les perspectives dont le congrès aura à discuter, mais voudrais seulement faire deux remarques concernant notre pratique dans la conduite de l'action :

-tout d'abord je pense qu'il faut faire preuve d'un esprit plus audacieux. C'est aux adhérents, aux comités, aux AGE qu'il convient de prendre des initiatives sans attendre les décisions du bureau national ou du collectif.

-ensuite, on nous reproche parfois de nous occuper "des gommes et des crayons". Pour parler franchement, je pense que nous ne le faisons pas encore assez.

Nous nous contentons trop souvent d'un syndicalisme généraliste.

Alors qu'en fait il ne peut pas y avoir pour nous de "petites revendications". Nous devons être toujours plus proches du vécu des étudiants : plus présents dans les amphis et les

C'est important dans notre souci d'agir pour aboutir, et cela conditionne le développement des luttes, y compris leur capacité à prendre une ampleur nationale.

2) Concernant les services

Nous avons, un acquis précieux dans ce domaine, mais je crois que nous en sous-estimons trop souvent l'intérêt.

L'organisation des services, de l'entraide ce n'est pas "l'intendance" du syndicat. C'est la lutte, l'Unef jouant son rôle de recours des étudiants, permettant à de nombreux étudiants de le rester, répondant au problème immédiat

qui se pose et dans le même temps qu'il favorise ainsi le développement des luttes. Cela n'a rien à voir avec le corporatisme.

Il s'agit là d'un principe fondamental du syndicat qui se justifie d'abord par son utilité pour les étudiants.

Dans le contexte actuel de crise aggravée, il prend une importance de premier plan.

Le congrès pourrait décider de faire partout le bilan de nos services, de discuter la mise sur pied de services polys, logements, voyages...et d'engager l'action pour obtenir des locaux permettant de les organiser.

3) Elus

Dans ce domaine de réels progrès ont été accomplis - notamment avec nos deux rencontres nationales -

Les élus sont autant de recours pour chaque cas individuel. Ils sont les interlocuteurs auprès des enseignants, de l'administration et de toutes les structures de décision. La multiplication des permanences et des consultations doit permettre aux élus syndicaux d'être toujours mieux les avocats permanents des étudiants.

Présents dans tous les amphis, les élus syndicaux s'informent de toutes les questions concernant la vie de l'U.E.R. Ils renseignent les étudiants et les alerte lorsque le besoin existe.

Ils ont dans les conseils une attitude constructive, tentant en permanence de régler les problèmes au mieux des intérêts des étudiants. Ils ne sont pas des gestionnaires mais les portes paroles des étudiants, intransigeants sur leur mandat, faisant appel à eux à chaque fois que leurs intérêts sont en cause.

C'est pourquoi les élus syndicaux sont les premiers animateurs de l'action collective des étudiants.

Disposer d'un élu constitue donc pour chaque étudiant une garantie d'être entendu.

Le syndicat doit veiller à faire reposer d'avantage son activité sur ses élus. animateurs des luttes des étudiants, ceux-ci aidés par leur comité UNEF sont aussi les animateurs de l'intervention syndicale. Porteurs des revendications des étudiants, ils font de l'UNEF le syndicat de tous ceux qui veulent vivre, étudier, décider. Et l'expérience montre que quand ici où là on ne prend pas cette question avec le

sérieux nécessaire, on porte atteinte à l'efficacité et l'autorité du syndicat.

4) Syndicalisation

Nous proposons d'engager une grande campagne de syndicalisation.

Les deux dernières années ont été marquées par une pratique plus audacieuse dans ce domaine et les résultats ont suivi.

Néanmoins nous sommes loin du compte. A l'Université comme dans le pays, il faut le reconnaître, le taux de syndicalisation est insuffisant. Et pourtant les possibilités sont immenses; les étudiants ont de nombreux problèmes à défendre en commun et 60% d'entre eux déclarent même qu'ils entendent se syndiquer quand ils entreront dans la vie active. Il nous faut donc engager le débat sur la question dans les amphithéâtres avec la volonté d'ouvrir largement l'UNEF. L'objectif de cette campagne n'est pas de renforcer l'UNEF pour l'UNEF mais de permettre toujours plus aux étudiants de disposer d'un outil syndical adapté à leurs exigences.

5) Démocratie

Cette campagne implique un effort permanent pour améliorer la vie démocratique du syndicat.

Là comme ailleurs, gardons-nous de rechercher des gadgets. Il convient en premier lieu de pousser jusqu'au bout notre démarche.

Les progrès importants que nous avons réalisés, concernant par exemple, l'envoi des courriers aux adhérents, le fait que le conseil national s'est réuni près d'une fois toutes les six semaines et que ce soit lui qui ait pris toutes les décisions importantes ne peuvent totalement nous satisfaire.

La progression du syndicat, les obstacles que créent les structures universitaires, exigent que nous nous préoccupions de manière plus approfondie de cette question.

Le bureau national propose de prendre en ce sens deux décisions.

1°) La sortie régulière d'UNEF-Information. Ces difficultés financières et l'engagement nécessité des AGE à le faire parvenir aux adhérents n'ont pas permis aux syndiqués de bénéficier régulièrement de l'information syndicale.

Le bureau national en collaboration avec l'AGE et l'UNEF a trouvé le moyen de le faire tirer régulièrement à Toulouse. C'est là un élément qui devrait nous permettre de réaliser une avancée dans la démocratie syndicale.

2°) Dans le débat est apparue la nécessité d'une meilleure coordination de notre activité par secteur d'études.

C'est là, me semble-t-il, un souci justifié.

C'est pourquoi le congrès pourrait décider de la création de commissions nationales par disciplines universitaires, dont une réunion régulière permettrait de mieux coordonner notre activité. Des dispositions identiques pourraient être prises AGE par AGE.

Lancer une grande campagne de syndicalisation après le congrès ne peut se concevoir, que menée en parallèle et en lien étroit, avec le débat autour de nos objectifs.

C'est pourquoi, le congrès pourrait décider d'une campagne sur le thème : "La parole aux étudiants". Celle-ci pourrait faire permettre de/se prononcer par le biais d'un questionnaire les étudiants en faveur de nos axes revendicatifs, d'exprimer les revendications locales, de dire ce qu'ils attendent de l'UNEF et de leurs élus.

Une telle campagne, nous permettrait de faire grandir l'exigence des étudiants, de voir s'ouvrir des négociations, et d'être au plus près de leurs préoccupations.

Nous pourrions nous fixer l'objectif de faire entendre la voix de 100.000 étudiants d'ici le 1er mai, date à laquelle, des délégations de toutes les universités pourraient faire part au ministère des résultats de cette consultation.

CHERS CAMARADES,

Voilà les réflexions que le B N m'a chargé de vous exposer.

Place maintenant au débat.

Faisons qu'il soit fructueux et fasse réellement progresser notre syndicat.

En guise de conclusion, permettez-moi, de vous faire part d'une certitude. Une certitude que partagent nos adversaires. Par la force des choses et par dépit, une certitude qui est nôtre par réalisme, et aussi, un peu par attachement, croyez-moi : L'U.N.E.F C'EST QUELQUE CHOSE !

* *

- Alkalies Nouve

• 50% alkalis, autres
 • 70% par les masses

I

75 → 23% de bases
 78 → 19%

→ 30% de chlorure qui abandonnent ont des chlorure alcalines

• ~~Alcalies~~ Diverses → anhydride +
 • Nettes purifiés au consommateur
 • bacheliers
 • plus de plastification

} → étude = Recours de calcium

• Nouveaux devoirs Archa, Pharma, Med

• SS → gachis a la mauvaise gelée de amoniac

• ~~Alcalies~~ Diversité géographique de l'équipement
 • Etiquetage variable au stade de l'emploi

} → gère à l'échelle
 des Nations
 des bases, casalis

• 13% alkalis liées → charge
 70% d'hydrogène → 1^{er} angle de qualification et de la base

→ Capex 3500 → 2000
 Supprime FRPS

→ Degradation du cache de sécurisation

• diagramme de l'isolant
 • Inclusion

→ besoins alkalis = 0 40% chlorure 0 de 50% / mois pour tous les sites
 Dent à la f

→ caractéristiques réglementaire de l'industrie

→ Appel à Tons les industriels

• Nous voulons garantir des chlorures
 • Certifier les chlorures + l'usage pour la
 → chlorure est en droit de l'industrie

→ Nouvelles normes sur l'industrie
 • Interdiction de l'usage de la soude
 • Redéfinition budget, capacité d'investissement
 budget de base, dépenses de R & D

→ Cote D'investissement
 → Mettre au point l'industrie
 avec dessein conseil
 selon des impératifs
 l'impure au site